

*La Constitution*

Ce sont assurément des gens qui aiment le Canada et qui se préoccupent de son avenir. La preuve, c'est qu'ils ont pris la peine de participer aux pourparlers constitutionnels en cours.

Cela m'impressionne, parce que je connais l'humeur des Canadiens. Ils sont fatigués de ce débat et semblent vraiment en avoir soupé des négociations constitutionnelles. Ces gens-là ont pourtant prouvé qu'il reste encore beaucoup de Canadiens qui veulent garder le pays uni. Je suis fier qu'ils soient disposés à travailler pour le garder intact.

Je pense que le point de vue de ces gens est représentatif de la volonté de la grande majorité des Canadiens. Ils n'ont pas permis que les médias, les universitaires ou les politiciens biaisent la réalité, c'est-à-dire que les Canadiens veulent un Canada fort et uni. Ces Canadiens nous disent ce que veut l'ensemble de la population, et nous devrions commencer à écouter.

Nous poursuivons ce débat depuis des années. Nous savons quelles sont les différentes positions. Ces Canadiens nous disent que nous devons nous atteler à la tâche.

Au cours des assemblées tenues dans ma circonscription en janvier sur le thème de la Constitution, on a discuté de la réforme du Sénat, du droit à la propriété, des droits des autochtones, de questions liées au statut de la femme, de l'agriculture au Canada, du libre-échange trilatéral, des barrières commerciales interprovinciales et de la condition des jeunes.

Cependant, le thème sous-jacent à toute cette entreprise était l'unité nationale et l'importance que le Canada reste en un seul morceau. Les participants ont conclu que, pour y parvenir, nous devons tous être prêts à faire des compromis, plus particulièrement sur la question du Québec. Ils ont fait remarquer que, dans certains cas, il pourrait être nécessaire d'accepter des changements qui ne font pas vraiment notre affaire, tout cela pour préserver l'unité nationale. C'est exactement cet esprit de compromis qui peut nous aider à sortir du dilemme constitutionnel actuel et nous guider dans nos relations futures.

Les participants ont aussi reconnu la nature distincte de la langue et de la culture du Québec ainsi que la nécessité de préserver et de protéger ce patrimoine. Mais surtout, ils reconnaissent que, sans le Québec, il ne peut plus y avoir de Canada.

Sans la culture et la langue françaises, il ne peut y avoir de Canada. Ce qui a inquiété le plus ce groupe d'étude, c'est que les Québécois ne voient pas que la majorité des

Canadiens en sont conscients, et j'espère que mes collègues de gauche, du Bloc québécois, m'écoutent.

Ainsi, j'ai été heureux lorsque M<sup>mes</sup> Edmonds et Howes ont signalé au comité que les médias portaient davantage attention aux incidents où l'on brûlait ou piétinait le drapeau du Québec ou du Canada qu'à la couverture des rencontres constitutionnelles productives comme celles qui se tiennent dans ma circonscription de Haldimand—Norfolk et que, ce faisant, ils rendaient un bien mauvais service au Canada.

Je suis heureux de voir que de plus en plus de Canadiens s'en rendent compte, et cela pourrait aider à influencer la façon dont les médias rapportent ce qui se passe au Canada.

Le comité a également remarqué que les gens étaient très inquiets de l'économie régionale, surtout de la crise à laquelle font face les agriculteurs et les nombreux Canadiens qui ont perdu leur emploi dans le secteur manufacturier. Parmi les recommandations portant sur une économie nationale, on a signalé l'importance d'éliminer les barrières commerciales interprovinciales, car elles nuisent à la prospérité et limitent la liberté de tous les Canadiens.

M<sup>me</sup> Mary Lou Norman, qui est directrice d'école, a discuté des questions touchant les femmes et a fait remarquer qu'elles n'ont toujours pas un rôle important à jouer dans l'élaboration de la Constitution. Elle a souligné l'importance de l'égalité, quels que soient le sexe, la race, l'origine ethnique, la couleur ou le handicap.

Graham et Shirley Smith, des Oshweken habitant dans la réserve Six-Nations, ont dit au comité que les revendications territoriales étaient la question principale pour les autochtones. Cependant, ils se sont demandé le rôle que les autochtones pouvaient jouer dans le cadre de la Constitution, du processus constitutionnel. Ils ont parlé de respect et de dialogue entre les deux côtés. Ils ont ajouté qu'il fallait que les deux côtés soient bien représentés.

La rationalisation des services gouvernementaux préoccupait le maire de Nanticoke, Rita Kalmbach, qui a dit au comité que tout gouvernement devait avoir pour priorité de mettre un terme au chevauchement des diverses responsabilités gouvernementales. Elle a également précisé que la population n'aurait confiance dans le gouvernement que s'il redevenait efficace et lui rendait des comptes. Elle a dit notamment qu'il fallait un gouvernement plus simple ayant des objectifs bien précis. Elle a ajouté que la prestation des services devait être efficace.